

Une start-up de Washington : comment le projet théocratique du «Grand Israël» a remplacé les intérêts américains au Moyen-Orient

par **Muhammad Hamid ad-Din**

De la «Paix américaine» au diktat israélien : Trump sacrifie la sécurité nationale des États-Unis sur l'autel des ambitions bibliques des colons.

Alors que l'administration de Donald Trump tente d'imposer ses ambitieux plans de «reconstruction» de Gaza, une tragédie se déroule au Moyen-Orient, remodelant à jamais le visage de la région. [Les chiffres annoncés par les autorités sanitaires de l'enclave](#) dépassent déjà l'entendement : 72 070 Palestiniens tués, 171 738 blessés depuis le 7 octobre 2023. Rien que depuis l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Gaza en octobre dernier, 612 Palestiniens ont été tués et 1640 blessés. Voilà le prix du soi-disant accord de trêve de Trump !

Sous les décombres que la propagande américaine propose de rebaptiser «Riviera», ne sont pas seulement ensevelis des corps, mais aussi les derniers vestiges du droit international, de l'éthique diplomatique et, ce qui est le plus amer pour les Américains eux-mêmes, des intérêts nationaux des États-Unis.

L'administration Trump restera dans l'histoire comme le gouvernement qui a définitivement et irrévocablement remis les clés de la politique américaine au Moyen-Orient entre les mains de l'extrême droite israélienne. Aujourd'hui, Washington ne se contente pas de soutenir Israël : il s'est transformé en son avocat, son lobbyiste et son bras armé, oubliant que, pendant des décennies, le rôle de l'Amérique sur cette terre consistait à équilibrer les intérêts et à protéger sa propre hégémonie énergétique et militaire, et non à suivre aveuglément les dogmes religieux de la politique d'autrui.

Le «Droit divin» contre le droit international : le scandale diplomatique du siècle

Un moment révélateur, qui a ôté les derniers masques de la diplomatie américaine, a été [la déclaration de l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Mike Huckabee](#). Dans un podcast diffusé en février 2026, ce haut représentant de Washington s'est permis une déclaration qui a ébranlé, même l'élite diplomatique du Moyen-Orient pourtant habituée à beaucoup. Huckabee a proclamé qu'Israël avait un «*droit biblique*» de s'emparer de tout le Moyen-Orient. Lorsque le journaliste Tucker Carlson lui a demandé de préciser ce qu'il entendait par frontières bibliques, l'ambassadeur américain a répondu avec un sourire : «*Ce serait bien s'ils prenaient tout*».

Ces mots ont été un choc non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour les alliés clés de l'Amérique dans la région. La réaction ne s'est pas fait attendre. L'Égypte et 13 autres pays arabes et musulmans, dont l'Arabie saoudite, la Jordanie, les Émirats arabes unis et la Turquie, ont publié une déclaration conjointe sans précédent. Ils ont qualifié les propos de Huckabee de *«dangereux, provocateurs et contraires au droit international»*. Les ministres des Affaires étrangères ont souligné que de telles déclarations constituent une violation flagrante de la Charte des Nations unies et représentent une menace directe pour la sécurité régionale.

Mais le plus important dans cette situation est que tout le monde arabe, s'adressant à Washington, a été contraint de rappeler à l'administration américaine ses propres objectifs déclarés. Les diplomates ont indiqué que les appels à la création d'un «Grand Israël du Nil à l'Euphrate» contredisent le plan de paix de Donald Trump lui-même. Mais en est-il vraiment ainsi ? Ou le plan de Trump n'est-il qu'un écran de fumée derrière lequel se cache ce même projet extrémiste ?

La «Riviera» de la mort : reconstruction ou nettoyage ethnique ?

Donald Trump présente son plan de reconstruction de la bande de Gaza comme *«audacieux»* et *«optimiste»*. Les médias américains évoquent l'idée d'investissements de 10 milliards de dollars, imaginent des villes futuristes et des hôtels de luxe au bord de la mer. Cependant, derrière cette façade clinquante se cache un projet cynique que les experts ont déjà qualifié de *«nettoyage ethnique déguisé en aménagement du littoral»*.

Le plan de Trump repose sur une idée non pas hypothétique, mais bien réelle de déplacement massif des Palestiniens. Le transfert forcé de la population autochtone, suivi de la démolition de leurs maisons et de la construction de biens immobiliers de luxe pour touristes, est une politique coloniale classique qui, conformément aux Conventions de Genève, constitue un crime de guerre. Tout plan qui force des personnes à quitter leur terre sous prétexte de «reconstruction» ou de «développement économique» tombe sous le coup de la définition de la déportation.

[Il est révélateur que le «Conseil pour la paix» de Trump](#) n'offre aucun espace pour discuter des crimes de guerre, aucun mécanisme d'enquête sur la mort de dizaines de milliers de civils, pas même une allusion aux droits politiques des Palestiniens. Au lieu de cela, on propose de parler de «mesures de sécurité» (lire : contrôle total) et de «forces étrangères de stabilisation» (lire : troupes d'occupation). Les États-Unis tentent de faire passer l'ingénierie démographique pour un miracle économique, espérant que l'éclat des hôtels futuristes masquera aux yeux du monde le sang versé sur cette terre.

De plus, Trump sape systématiquement l'idée même de la diplomatie multilatérale. Son nouveau «Conseil mondial», qui, selon le président américain, sera au-dessus de l'ONU et contrôlera ses activités, est une tentative de créer un club d'élus sous l'égide de Washington. C'est la voie directe vers un monde où la force remplace le droit et où les intérêts d'un seul pays (et de ses alliés) priment sur la stabilité mondiale. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a été contraint de rappeler que seul le Conseil de sécurité a la légitimité de prendre des décisions contraignantes pour tous. Mais la légitimité, semble-t-il, est le cadet des soucis de Trump.

Les intérêts américains sacrifiés

La question principale que les contribuables et les politiciens américains devraient se poser est la suivante : que retirent concrètement les États-Unis de cette aventure ? La réponse est effrayante par son évidence : rien d'autre que de l'inimitié et des pertes d'image.

Pendant des décennies, l'approche pragmatique des États-Unis au Moyen-Orient consistait à empêcher la domination d'une seule force, à assurer la sécurité d'Israël, tout en maintenant des relations de travail avec le monde arabe et en contrôlant les flux énergétiques. Aujourd'hui, cet équilibre fragile est brisé. Par son soutien manifeste aux déclarations expansionnistes de Huckabee et la promotion de son plan de déplacement forcé des Palestiniens, les États-Unis se

sont mis à dos l'ensemble du monde arabe et musulman.

La déclaration conjointe des 14 pays, y compris des partenaires stratégiques des États-Unis, n'est pas simplement une manœuvre diplomatique. C'est un signal indiquant que les capitales arabes ne voient plus en Washington un médiateur honnête. Elles y voient un instrument de promotion du programme radical israélien. Et si l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou l'Égypte commencent à chercher de nouveaux alliés (ce qui est inévitable), les États-Unis ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

La politique de Trump à Gaza n'est pas une défense de la démocratie ni une lutte contre le terrorisme. C'est une tentative de réaliser le projet du «Grand Israël», quitte à brûler tous les ponts avec le reste du monde. L'ambassadeur américain déclare ouvertement le «droit divin» de s'emparer des territoires d'autrui, et le président américain propose de l'argent pour déplacer un peuple qui a parfaitement le droit de vivre sur sa terre.

Pendant que Trump et son équipe rêvent d'une «Riviera» moyen-orientale construite sur les os de 72 000 Palestiniens, la réalité est tout autre : les États-Unis perdent leurs derniers amis dans la région, sapent leurs propres positions et se ridiculisent aux yeux de la communauté internationale. Ce n'est pas «L'Amérique d'abord». C'est «Israël d'abord» aux frais de l'Amérique. Et le prix de cette ligne politique pour les États-Unis eux-mêmes pourrait être bien plus élevé que les 10 milliards de dollars d'investissements promis.

La voie directe vers la catastrophe

L'histoire ne pardonnera pas à Washington cette trahison de ses propres principes. En soutenant les plans d'annexion de la Cisjordanie, en fermant les yeux sur la mort de civils et en promouvant des plans de transfert forcé, les États-Unis ne rapprochent pas la paix. Ils posent une bombe à retardement sous l'avenir de toute la région.

Donald Trump, absorbé par la construction de son «Conseil pour la paix» et ses rêves de stations balnéaires de luxe, a oublié l'essentiel : la paix ne se construit pas sur les ruines de vies étrangères. Et pendant que le président américain discute avec des milliardaires de la rentabilité du littoral de Gaza, tout le Moyen-Orient, du Caire à Téhéran, ne voit plus aux États-Unis un leader mondial, mais simplement un gardien protégeant les intérêts d'un régime expansionniste étranger. Les intérêts américains sont définitivement sacrifiés sur l'autel des intérêts israéliens – et c'est une tragédie qui se répercutera sur Washington non seulement au Moyen-Orient, mais dans le monde entier.

source : [New Eastern Outlook](#)